

Remarks by President Charles Michel at his press conference "Taking stock of the past year and looking forward to future challenges"



One year in office! A good time to look back at the past year. And look forward to the challenges ahead.

This year has been unlike any other. In fact, beyond any of our imaginations.

The pandemic has demanded much of our efforts. But not all of our efforts. We tackled many pressing issues facing our Union. And most importantly, we acted with coherence and unity on the big issues. And this is my goal for 2021.

We started big. Last December, we took the landmark decision to become the first carbon neutral continent by 2050. We signed our “peace treaty” with nature. This decision created the political space for our European Green Deal – the powerful engine which will drive forward our transformation.

On the digital front. We endorsed in September our European Digital Roadmap. A milestone for our digital future.

Just a few digital highlights from 2020:

- 20% of our Recovery Fund will go to digital investment.
- We are investing in the power of industrial data. And promoting common EU data spaces.
- We are boosting our digital infrastructure, especially a new generation of European microprocessors and supercomputers.
- The Digital Services Act will promote greater responsibility from online platforms.

After some hesitation, we took rapid action against an unprecedented crisis. We took measures to protect our economies and safeguard livelihoods: budgetary and monetary policy; escape clause of the Stability and Growth Pact; relaxing state aid rules. And of course, who can forget, our historic deal in July on the MFF and Recovery Fund.

We also battled Covid on the sanitary front with our vaccine strategy. We led global efforts to raise nearly 16 billion euros to finance vaccine research. And the Commission has secured a successful portfolio of vaccines.

L’année 2020 a été une année intense, et peut être aussi une année qui marque un tournant dans le monde et en Europe également.

Pour l'année 2021, je voudrais partager avec vous quelques réflexions et quelques ambitions, pour lesquelles des jalons ont été posés ces derniers mois.

Il y a un point clé qui me mobilise et qui doit nous mobiliser, c'est l'autonomie stratégique de l'Europe. Cette conviction que l'on doit agir pour moins de dépendance, plus de résilience et plus d'influence. Agir pour une Europe plus robuste.

Je vois trois enjeux que je traduis dans trois mots clés: la confiance, la cohérence et l'unité. Ce sont ces principes là qui vont m'animer tout au long de l'année prochaine, dans l'ensemble des défis auxquels nous faisons face.

Certainement sur le plan extérieur nous allons continuer à agir pour tenter de mettre en œuvre des stratégies qui sont fondées sur l'unité et le débat stratégique entre nous.

C'est ainsi que nous avons, cette année 2020, progressé pour engager une évolution dans nos relations, par exemple avec la Chine. Nous avons décidé d'être engagés dans le cadre global du COVID 19, sur la question du climat et la mobilisation pour la diplomatie climatique, pour rééquilibrer notre relation. Sur le plan économique, nous voulons plus de fair play économique et la réciprocité: c'est le sens de la façon dont nous négocions l'accord pour les investissements. Et nous ne fermons pas les yeux quand il s'agit de nos valeurs fondamentales. C'est le sens aussi des messages fermes qui ont été adressés autour des valeurs qui nous rassemblent sur le plan européen.

Dans le même esprit, sur le plan extérieur, nous avons initié un débat stratégique en Méditerranée orientale. Vous le savez, ce débat reviendra d'ailleurs au Conseil européen du mois de décembre. Et là aussi, nous voulons faire respecter les États membres, faire respecter nos intérêts et être conséquent. Des messages ont été adressés au mois d'octobre, il sera important d'être conséquents.

Enfin, vous savez que les élections aux États-Unis ouvrent une possible nouvelle page, que nous espérons plus optimiste pour les relations entre l'Europe et ce pays. C'est le sens aussi du débat qui a été initié entre les États membres afin de déterminer une offre que nous pouvons mettre sur la table dès l'année prochaine, et d'identifier les thèmes au départ desquels nous voulons renforcer et renouveler cette alliance qui est extrêmement importante à nos yeux.

Donc vous le voyez, l'année prochaine sera une année intense, une année importante, avec quelques principes qui vont guider notre action et avec quelques priorités.

La première priorité, c'est bien entendu l'impérieuse nécessité de vaincre le COVID19, de prendre le contrôle sur le COVID-19 et de réussir la stratégie de relance économique qui devra être basée sur la transition climatique et la transition digitale.

La deuxième priorité, c'est d'être un acteur engagé sur le plan global, c'est

de promouvoir le multilatéralisme et faire en sorte que nous soyons un acteur, pas un terrain de jeu, que nous ayons plus d'influence et moins de dépendance.

Voilà les quelques éléments que je voulais partager avec vous. Un an après cette prise de fonction, j'ai le plaisir aussi de présenter un ouvrage qui rassemble un nombre de messages que j'ai eu l'occasion de donner depuis un an dans le cadre de cette responsabilité et qui traduit cette envie, ce désir d'une Europe en confiance, d'une Europe qui avance et d'une Europe qui regarde l'avenir dans les yeux, avec confiance, avec cohérence et avec unité.

Conference looks at building digital resilience for justice and home affairs

The interoperability regulations contain several safeguards to ensure respect for fundamental rights in their implementation which need to be adequately applied. FRA joined the panel debate on the new information architecture in justice and home affairs. The debate took place on 26 November.

The right to information when taking fingerprints

The group consists of one representative of each Member State's data protection authority and the European Data Protection Supervisor (EDPS). National data protection authorities supported the translation of the leaflet. The meeting took place on 26 November.

European Guardianship network discusses EU Migration Pact

The discussion focused on the role of guardians and child protection

authorities during the screening procedure and the practical difficulties of conducting age assessments in the five days allocated for screening. A key point of discussion was also how to ensure that Member States relocate unaccompanied children when the solidarity mechanisms are activated and which incentives the Pact has included for this purpose.

Albania joins FRA as observer

This follows the decision to allow Albania to become an official observer to FRA's work. This will enable it to benefit from the agency's fundamental rights expertise and assistance as of 1 December 2020.

Albania is already part of FRA's human rights gateway – the [EU Fundamental Rights Information System](#).

Albania has also appointed a [National Liaison Officer](#), a government official to act as the main contact point between FRA and Albania.

Candidate countries and countries with which the EU has concluded a Stabilisation and Association Agreement can become FRA observers following a decision of the relevant Association Council.

North Macedonia and Serbia are also FRA observers and a number of FRA activities extend to those countries already.